11 janvier 2024
Cour de cassation
Pourvoi n° 21-14.611

Troisième chambre civile - Formation restreinte RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2024:C310015

Texte de la **décision**

Entête

CIV. 3

VB

COUR DE CASSATION

Audience publique du 11 janvier 2024

Rejet non spécialement motivé

Mme TEILLER, président

Décision n° 10015 F

Pourvoi n° R 21-14.611

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

_____

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

_____

DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION, TROISIÈME CHAMBRE CIVILE, DU 11 JANVIER 2024

M. [W] [V], domicilié [Adresse 2], a formé le pourvoi n° R 21-14.611 contre l'arrêt rendu le 14 janvier 2021 par la cour d'appel de Toulouse (3e chambre civile), dans le litige l'opposant à la société Les Tambourettes, société civile immobilière, dont le siège est [Adresse 1], défenderesse à la cassation.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de Mme Gallet, conseiller référendaire, les observations écrites de la SARL Le Prado - Gilbert, avocat de M. [V], de la SCP Piwnica et Molinié, avocat de la société Les Tambourettes, après débats en l'audience publique du 21 novembre 2023 où étaient présents Mme Teiller, président, Mme Gallet, conseiller référendaire rapporteur, M. Echappé, conseiller doyen, et Mme Aubac, greffier de chambre,

la troisième chambre civile de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu la présente décision.

Motivation

1. Les moyens de cassation, qui sont invoqués à l'encontre de la décision attaquée, ne sont manifestement pas de nature à entraîner la cassation.

2. En application de l'article 1014, alinéa 1er, du code de procédure civile, il n'y a donc pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur ce pourvoi.

Dispositif

EN CONSÉQUENCE, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne M. [V] aux dépens ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande formée par M. [V] et le condamne à payer à la société civile immobilière Les Tambourettes la somme de 3 000 euros ;

Ainsi décidé par la Cour de cassation, troisième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du onze janvier deux mille vingt-quatre.

Décision **attaquée**

Cour d'appel de toulouse 30

14 janvier 2021 (n°20/00339)

VOIR LA DÉCISION

Les **dates clés**

- Cour de cassation CIV.3 11-01-2024
- Cour d'appel de Toulouse 30 14-01-2021